L’indemnité inflation : un "cadeau" empoisonné pour les travailleurs/ses



Castex a annoncé jeudi 21 octobre au soir la mise en place d’une « indemnité inflation » de 100 € pour tous ceux qui gagnent moins de 2 000 € net par mois. Cette mesurette censée marquer les esprits à 6 mois de la présidentielle est une escroquerie, un leurre pour éviter d’autres mesures. Face à la flambée des prix de l’énergie (+14,9 % en septembre sur un an d’après l’INSEE), d’autres types de mesures s’imposent !

L’aumône et le mépris

L’inflation est repartie à la hausse depuis quelques mois : +2,7 % en septembre sur un an pour l’indice des prix à la consommation harmonisée. Mais elle est bien plus forte sur certains produits : +4,6 % sur les produits frais, +4,8 % sur le tabac, et même +14,9 % sur l’énergie. Autrement dit, sur les biens qui pèsent particulièrement lourd dans le budget des catégories populaires (l’énergie représente 5,5 % de la consommation des 20 % les plus pauvres contre 3,5 % de celle des 20 % les plus riches), l’inflation s’envole.

Face à cela, quel est le souci du gouvernement ? Soigner sa communication. Le gouvernement se vante d’avoir choisi la « visibilité ». Il s’agit en effet pour lui de bien communiquer tout en prenant les travailleurs/ses pour des imbéciles qui vont se contenter d’un chèque de 100 € sans se poser davantage de questions. Le mépris est décidément une marque de fabrique du macronisme.

Même si on se place sur le terrain de la mesure retenue par le gouvernement (un « chèque » aux ménages), cette mesure ne tient pas la route : imaginons un couple gagnant 2000 € chacun avec trois enfants : il ne touchera rien… alors qu’un couple sans enfant dont l’un touche 1 900 € et l’autre 5 000 € touchera le chèque ! Si le but était de cibler les ménages les plus pauvres… il aurait fallu tenir compte du niveau de vie des ménages, et donc prendre en compte les revenus des couples et le nombre d’enfants.

Précisons que ce « cadeau » de Castex n’en est pas un : sur les 3,8 Mds de la mesure (100 € pour 38 millions de personnes), 1 Mds sera financé par le surplus de TVA engendré par la hausse des prix. Quant au reste, Castex prévient : « il faudra aller chercher l’argent quelque part ». Et comme il est exclu de faire payer les capitalistes au nom de la compétitivité, ce sont donc les travailleurs/ses de rembourser, d’une

manière ou d'une autre, leur « cadeau » !

L'indemnité inflation est en fait une protection pour les patrons

Le gouvernement était obligé de prendre une mesure face à la flambée des prix de l'énergie. Cette indemnité est une aumône et une protection pour les patrons (comme l'a justement remarqué Romaric Godin de Mediapart). En effet, les patrons peuvent dire merci à Macron :

- les patrons craignent une reprise des luttes pour les hausses de salaires face à l'inflation : le gouvernement se substitue une fois de plus aux patrons. C'est déjà le cas pour la prime d'activité. Toujours au nom de la compétitivité.
- Les patrons ne veulent pas non plus d'une baisse de la fiscalité indirecte, la plus injuste socialement (car elle frappe davantage les plus pauvres en proportion de leur revenu). En effet une baisse de la fiscalité indirecte devrait être compensée par une hausse de la fiscalité qui touche davantage les capitalistes.
- Les patrons ne veulent pas non plus d'un blocage des prix qui signifierait un blocage de leurs profits ! Les grands groupes capitalistes de l'énergie n'ont aucun souci à se faire avec Macron et Castex : ils vont continuer à se gaver avec la hausse des prix de l'énergie.

Pour le blocage des prix ! Pour la baisse massive de la fiscalité sur la consommation ! Pour l'expropriation des grands groupes capitalistes de l'énergie !

Il n'est pas étonnant que la gauche bourgeoise (PS et EELV) défende la même chose que Macron : des chèques énergie pour les ménages. Ces mesures cosmétiques ne s'attaquent pas à la racine du problème et sont essentiellement symboliques, ne changeant strictement rien à la répartition des richesses.

Face à la flambée des prix de l'énergie qui frappe avant tout les travailleurs/ses les plus pauvres, il faut des mesures immédiates :

- une baisse immédiate de la fiscalité sur la consommation d'énergie : cette fiscalité est anti-redistributive, frappant davantage les plus pauvres en proportion de leurs revenus. Le gouvernement a un toupet monstrueux quand il fait croire que cette mesure serait anti-sociale car elle bénéficierait aussi aux plus riches ! Cynisme et hypocrisie : ce qui a bénéficié aux plus riches, c'est la gigantesque baisse de la fiscalité sur les revenus du capital qui a dopé le versement de dividendes aux ultra-riches. Ainsi, la moyenne des revenus déclarés par les 0,1 % les plus aisés de 2019 (soit environ 39 000 foyers fiscaux) est en hausse de 22,5 % par rapport à son niveau de 2017 (d'après le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital). En grande partie grâce à la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. Et on nous ferait croire que c'est la baisse des taxes sur l'essence qui enrichirait les plus riches ? Ils se foutent vraiment de notre gueule !

- Le blocage des prix de l'énergie à un niveau antérieur à la flambée. Cela permettrait de faire payer les grands groupes capitalistes qui se sont engraissés, et non les travailleurs/ses qui doivent s'éclairer, se chauffer et conduire leur véhicule !

Au-delà de ces mesures immédiates, les grands groupes capitalistes de l'énergie (Total, Engie, etc.) devraient être expropriés sans indemnité pour les gros actionnaires, nationalisés sous le contrôle des travailleurs/ses. La question clé est celle du pouvoir sur l'économie : il faut donc rompre avec la logique du profit et produire pour satisfaire les besoins sociaux, ce qui passe par une socialisation des moyens de production enclenchée par un gouvernement des travailleurs/ses décidé à rompre avec le capitalisme.

Gaston Lefranc, le 23 octobre 2021